



Presse Internationale

n°38 – Mai 2006 - 1€ (soutien 2€)

LIT-QI

LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - IV INTERNATIONALE
EN BELGIQUE

www.litci.org - lital.be@tiscali.be

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'élan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

A Bruxelles :
place Rouppe
12 h 30

1^{er} mai

Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs !

Mobilisation Internationale des sans-papiers : *Courrier International* n° 119 bis

p. 9



Parti des travailleurs...
Avec quel programme ? p.7

Aussi dans ce numéro :

Edito - p. 2 ● **Quelles perspectives pour la lutte des travailleurs sans papiers ?** - p. 3
Le « Pacte »... contre les travailleurs - p. 6
Moreno : être trotskyste aujourd'hui - p. 15
Fatima : le chant d'une palestinienne - p. 16

Marxisme Vivant n°12

revue de théorie et politique internationale

- La situation dans le monde
- L'Est européen :

Restoration et révolution

Demandez votre exemplaire à nos militants !



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

La « fête » du Premier mai

Ce Premier mai, alors que des sans-papiers à Bruxelles et ailleurs dans le pays vont descendre dans la rue pour exiger de pouvoir vivre et travailler sans se cacher, la FGTB Bruxelles relance la « fête » du premier mai. Tout en prétendant « *renouer avec une tradition populaire* », Philippe Van Muylder, le secrétaire général de la FGTB Bruxelles « *dispose de deux sponsors, P&V et Delta Lloyd* ». Fin 2004, le Groupe P&V a quasiment doublé sa taille par rapport à 2003. En 2005, Delta Lloyd a fait un bénéfice net de 18 millions d'euros, contre 12 millions en 2004, soit une hausse de 49%.¹ Comment peut-il défendre les valeurs de la solidarité populaire en étant dépendant de grands patrons ? Cette collaboration de classe ne ce limite d'ailleurs pas à une fête puisque Van Muylder ajoute « *Nous sommes partis pour un partenariat à long terme* ».²

Alors que les directions syndicales refusent de syndiquer les travailleurs sans-papiers, alors que les directeurs de VW-Seat-Audi-Skoda font de la surenchère entre implantations et jouent allègrement avec le sort de cinq mille travailleurs à Forest, alors que le gouvernement et les partis au parlement approuvent sans scrupules le « Pacte des générations » en dépit de deux grèves générales et de mobilisations d'envergure des travailleurs, alors qu'un nouveau « pacte » se prépare pour assurer les bénéfices des patrons, les travailleurs ont plus que jamais besoin d'une organisation syndicale pour s'organiser dans la lutte et défendre leurs intérêts.

Pourtant, depuis le congrès fédéral extraordinaire de ce 21 avril, la centrale Métal de la FGTB se scinde en trois. Il y aura une aile flamande (majoritaire), une aile wallonne et une mini-aile bruxelloise, qui « *travailleront en toute autonomie, en fonction des réalités de terrain* ».³ Et le problème est bien là, le syndicat divise une fois de plus les travailleurs, et ici particulièrement le secteur qui a été le plus combatif cet automne. Dans chaque lutte, la réalité nous montre que, pour

défendre leurs intérêts, les travailleurs doivent aussi lutter à l'intérieur de leur structure syndicale contre les bureaucrates, ceux qui ne pensent qu'à leur poste. Si nous avons besoin d'une organisation syndicale, celle-ci doit être démocratique et combative.

Bush et Chirac menacent de bombarder l'Irak avec des bombes atomiques sous prétexte qu'on pourrait y construire des bombes atomiques, alors qu'en réalité seule la légitimation d'y piller les richesses les intéresse. L'économie mondiale est en pleine crise, pendant que les compagnies pétrolières font de plantureux bénéfices. Des troupes militaires belges sont en action en République démocratique du Congo et aux Balkans, et leur présence est aussi renforcée en Afghanistan et permet de soulager l'effort de guerre yankee alors que, de plus en plus, l'aventure guerrière de Bush en Irak, soutenue par l'ONU, est en train de s'embourber. Dans ce contexte, nous avons besoin plus que jamais de promouvoir la solidarité internationale et d'organiser ceux qui se trouvent du même côté des barricades de la lutte des classes.

Aux Etats-Unis, où le Premier mai n'est pas un jour férié, les sans-papiers nous donnent l'exemple en récupérant ce jour comme un jour de lutte, en descendant dans la rue massivement et en déclarant le boycott à l'économie, qui ne peut vivre sans eux. Voilà pourquoi, aussi en Belgique, les sans-papiers donnent l'exemple en s'unissant, en cherchant la solidarité avec les travailleurs belges, en revendiquant l'unité dans la lutte de tous les jours, tout le contraire de ces hauts dirigeants syndicaux, qui ne pensent qu'à diviser notre classe, à diviser les luttes, et à s'allier aux patrons pour défendre leurs privilèges.

Ce premier mai, comme il y a plus de 150 ans, et plus que jamais, nous disons :

**Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous.**

¹ *La Libre*, 24/03/06 - ² *Le Soir*, 21/04/06

³ *Le Soir*, 22/04/06



Quelles perspectives pour la lutte des travailleurs sans papiers ?

Depuis la victoire partielle de la de la lutte de Saint-Boniface, grâce à la pression du mouvement au niveau national, les « sans-papiers » sortent de plus en plus nombreux, tant pour occuper que pour manifester. Presse Internationale propose de faire un petit retour en arrière sur le mouvement des sans-papiers ainsi que de proposer quelques pistes pour la discussion au sein du mouvement...

Une politique criminelle au service du patronat

Un « sans-papiers » est d'abord un travailleur qui fuit son pays d'origine, pour des raisons soit économiques, soit politiques. La situation de guerre et de misère dans laquelle est plongé son pays d'origine est la conséquence directe d'une colonisation au service des différentes entreprises impérialistes. Et quand ce travailleur arrive dans nos pays, les différents gouvernements refusent de lui donner les droits minimums pour vivre, tel que le droit au travail et à la protection sociale ainsi que le droit à l'éducation et à la formation. Ils déclenchent ensuite une féroce répression pour garantir à tout prix que ce travailleur devenu « clandestin » accepte sans broncher des conditions de

travail scandaleuses ! Le patronat profite grassement du statut d'illégalité et c'est ainsi que plus de 20% de notre économie fonctionne sur le travail « en noir », principalement assuré par des travailleurs sans papiers. Cette brutalité a tristement été illustrée le 8 mai dernier. Un travailleur moldave, qui avait fuit son pays pour ne pas devoir aller se battre en Tchétchénie, a eu un accident de travail. Son patron s'est débarrassé de lui dans un parc à Alost. Faute de soins adéquats, il passera le restant de ses jours paralysé dans une chaise roulante. Et le patron ? Il n'a même pas été inquiété...

Pour noircir le tableau, la bourgeoisie belge, par l'intermédiaire de son ministre

de l'intérieur entend bien durcir encore plus les conditions d'accès au pays. Une importante réforme proposée par Dewael réduit les possibilités de régularisation et annonce un durcissement de la répression. En fait le gouvernement violet ne fait qu'appliquer les directives européennes sur l'uniformisation des politiques d'immigrations. Les deux volets principaux de cette politique sont la gestion du flux de main-d'œuvre selon les pénuries conjoncturelles et la fermeture totale des frontières, avec bien sûr un dispositif de répression adéquat, bref, la matérialisation de l'Europe forteresse.

UDEP ou l'organisation des travailleurs sans papiers

Contre cette politique, des occupations et des manifestations ont eu lieu depuis des années en Belgique. Elles étaient souvent des réponses ponctuelles à la politique criminelle d'emprisonnement et d'expulsion dont les sans-papiers font les frais : cette répression indispensable pour les rendre dociles. En septembre 1998, une jeune nigériane, Sémira Adamu, a été assassinée lors de son expulsion. Le mouvement d'indignation s'est vu renforcé et à même fait du remous au gouvernement, alors arc-en-ciel (PS, Ecolos et Libéraux). Des politiciens indignés ? Apparemment plutôt gêné de cet étalement sur la place publique de leur pratiques criminelles. En octobre de cette année, des « sans-papiers » occupent l'église du Béguinage et y resteront pendant deux ans. Cette lutte a finalement su imposer des régularisations. Le 22 décembre 1999, une loi est votée qui organisera la première opération de régularisation depuis celle de 1974.

La CIRE (Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Étrangers) s'occupe depuis 1954 de cette problématique. Toutefois, son principal souci a toujours été *d'encadrer* le mouvement de solidarité envers les sans-papiers et d'éviter qu'ils ne franchissent les limites de la sacro-sainte « démocratie ». Elle s'oppose systématiquement aux mobilisations, préférant « un agenda politique à long terme » qui évite soigneusement d'affronter ouvertement le gouvernement.

Le 6 juin 2003, quatorze Iraniens en fin de procédure d'asile, et après l'échec de tous les recours légaux, s'installent dans l'église des Minimes, au centre de Bruxelles, où ils entament une grève de la faim. Le 27 juillet 2003, environ 300 Afghans, hommes, femmes et enfants, occupent l'église Sainte-Croix à Ixelles et y entament aussi une grève de la faim. Fin août 2003, 17 Iraniens occupent un local au Petit Château. Toutes ces luttes requièrent une organisation bien plus combative.

L'été 2004 se constitue à Liège l'Union de Défense des Sans-Papiers - UDEP, qui affirme rapidement (en moins d'un an !) son caractère national. Elle s'inscrit dans la tradition de lutte des camarades français de la Coordination Nationale des Sans Papiers (CNSP) et part d'une revendication cruciale : la régularisation de TOUS les sans-papiers.

Petit à petit, l'UDEP a organisé des rassemblements puis, avec l'aide des Comités de Soutien (voir cadre), de grandes mobilisations, accumulant des forces et de la sympathie dans la population belge. Elle a su vaincre le principal obstacle sur lequel butaient les collectifs de belge d'aide aux « sans-papiers » : réunir les sans-papiers. En effet, le travailleur sans papiers est constamment réprimé et se replie dans la clandestinité, restant avec ses compatriotes, avec sa communauté.

L'UDEP a su montrer à tous les « clandestins », qu'ils étaient des travailleurs comme la majorité des belges, quel que soit leur pays d'origine,

Les Comités de Soutien à l'UDEP

Les comités de soutiens à l'UDEP existent dans plusieurs villes de Belgique. Ils soutiennent l'UDEP dans ses revendications et sensibilisent la population belge au combat légitime des « sans-papiers ». De plus ils fournissent un soutien que leur condition d'illégaux rend indispensable.

Nous appelons tous les militants de la cause des « sans-papiers » à prendre contacts avec eux et à les rejoindre :

- > CRACPE (Liège)
<http://www.cracpe.tk/>
- > CRER (Bruxelles)
<http://regularisation.canalblog.com>
0496/403.309
- > VAK (Gand)
<http://www.vluchteling.be/>
- > Basta! (Anvers)
<http://www.basta-online.be>
- > Collectif Verviers

qu'ils contribuaient à l'économie et qu'ils avaient le droit de s'organiser et de revendiquer de meilleures conditions de vie. En un mot, l'UDEP a su vaincre le principal obstacle savamment entretenu par le gouvernement : la peur.

Actuellement nous assistons à une explosion des luttes. Partout des « sans-papiers » sortent de la clandestinité et revendiquent leur droit à l'existence. De nombreuses églises (plus de 13) et des bâtiments publics sont occupés. Les occupants exigent leur régularisation, ils exigent de pouvoir vivre et travailler normalement afin de pouvoir bâtir un avenir pour eux et leurs enfants. Mais ils exigent également une amélioration générale de la situation pour *tous* les sans-papiers.

« *Je ne sais pas si nous gagnerons ce combat. Si je marche aujourd'hui, c'est pour lui* » dit une femme en désignant son enfant lors de la manifestation contre le projet de réforme de Dewael.¹ Nous les avons tous et toutes cette préoccupation sur les possibilités de victoires du mouvement,

et personne ne peut garantir quoi que ce soit car la lutte des classes ne se programme pas comme une pièce de théâtre. Nous pouvons toutefois apprendre de ces luttes et nous préparer au combat.

Tout d'abord **il est indispensable de renforcer le mouvement et surtout l'organisme principal de lutte, l'UDEP.** L'organisation ayant une dimension nationale, elle doit accroître sa centralisation en convoquant régulièrement des assemblées générales et y approfondir les discussions politiques, principalement sur les stratégies du mouvement. **Il est fondamental aussi de combattre la surexploitation des travailleurs sans papiers au niveau européen et international.** Dans ce sens la venue des camarades français et espagnol lors de la grande manifestation du 25 février est un pas important. D'autre part, **l'appel international** pour le Premier mai ne peut que renforcer l'organisation du mouvement au-delà des frontières.

¹ Le Soir 22/04/06

Avoir confiance dans le gouvernement ou dans nos propres mobilisations ?

Ce qui surprend de prime abord les travailleurs étrangers qui arrivent en Belgique, c'est le fossé qu'il existe entre le discours sur « l'état de droit » et « la démocratie », et la brutale répression à laquelle ils doivent faire face. Pour eux, c'est clair et net : la Belgique n'est démocratique que dans ses discours et est en pratique un état policier. Ils ont parfaitement raison ! Du point de vue marxiste, les Etats sont des démocraties pour la bourgeoisie et des dictatures contre les travailleurs. Il est significatif que c'est le secteur le plus exploité de notre classe qui le découvre en premier lieu.

Mais alors, si c'est si évident, pourquoi le mouvement des sans-papiers persiste-t-il à négocier, voir à sceller des alliances avec des représentants de cette dictature du profit ? Pourquoi ne compte-t-il pas sur ses propres forces ainsi que sur celles du mouvement ouvrier « avec papiers » pour mettre en échec les plans du patronat défendu par le gouvernement ?

Une réponse nous vient des expériences de la lutte. Prenons l'exemple du CIRE qui à mainte reprise a

promis des régularisations aux sans-papiers. Le CIRE ne se présente pas ouvertement comme ce qu'elle est : un organisme créé et financé par le gouvernement. Beaucoup de « sans-papiers » lui font confiance parce qu'ils ne veulent ni ne peuvent négliger aucun allié. Ce n'est que plus tard, quand il s'avère que le CIRE refuse d'étendre la lutte et d'accompagner les revendications du mouvement, lorsqu'elle appelle les associations et les syndicats à boycotter la marche du 25 février, que son caractère pro-gouvernemental apparaît clairement aux yeux de tous.

Le danger de confusion est d'autant plus grand que nous ne pouvons pas négliger les différentes tactiques du mouvement, comme une proposition de loi, ou d'autres propositions réformistes, mais néanmoins progressistes. Il peut même être utile de faire des accords tactiques avec certains parlementaires pour profiter des divergences d'intérêts dans des secteurs de la bourgeoisie et de leurs partis.

Mais le mouvement et surtout l'UDEP, ne doivent avoir aucune illusion

sur le caractère de ces « alliés ». Ils doivent se rappeler que la réponse des gouvernements, face aux luttes des peuples et des travailleurs, fut toujours la même : resserrer les rangs et envoyer leur police et leur armée pour défendre la domination bourgeoise. Un parlementaire peut s'afficher comme « progressiste » mais il ne défendra pas la lutte contre son propre parti et il ne mettra pas en cause le gouvernement dans lequel son parti participe. Le « socialiste » Boukouna peut bien venir saluer les occupants d'une église, mais il s'est docilement levé pour voter à la chambre, en chœur avec son parti, contre une motion progressiste pour le mouvement. Zoé Genot (Ecolo), a fait de même à l'époque où son parti était dans la majorité. Sous l'injonction du cabinet dirigé par Isabelle Durant, elle a retiré sa question parlementaire sur les politiques d'expulsions, adressée au ministre de l'intérieur. C'est d'ailleurs le gouvernement arc-en-ciel qui a inauguré les vols charters pour des expulsions collectives, plus sûres et moins coûteuses. Enfin, ce sont ces partis qui portent la responsabilité des 15.000

expulsions qui ont eu lieu en 1998, dont celle tristement célèbre du 24 septembre, où après 11 tentatives d'expulsions, l'Etat n'a pas hésité à ordonné à ses sbires d'utiliser les méthodes les plus brutales, qui furent fatales à Sémira Adamu.

Isabelle Durant peut bien se déclarer « solidaire » avec les occupants de Saint-Boniface, mais elle se garde de se prononcer sur des questions trop gênantes concernant la libération de nos camarades de lutte, raflés lors de cette occupation. Ainsi, même dans l'opposition, les partis ou les parlementaires dits « progressistes » se retranchent derrière la loi et acceptent et cautionnent finalement, par leur silence, les pratiques barbares du gouvernement.

Décidément, pour obtenir la libération des sans-papiers et de leurs enfants

Syndicalisation des travailleurs sans papiers

La syndicalisation des travailleurs sans papiers est doublement importante. Premièrement elle leur garantit une protection juridique et une aide sociale. Mais le plus important, c'est qu'ils rejoignent aussi les travailleurs avec papiers dans leur organisation. C'est un pas en avant pour vaincre le racisme et l'ignorance, entretenus par la bourgeoisie, qui lui permettent de diviser notre classe. Ensemble, nous pouvons prendre conscience que le destin de nos luttes est intimement lié. En effet, sans une régularisation de tous, le patronat continuera à faire pression sur les salaires grâce au travail au noir. Ensemble nous formons ainsi une force supérieure pour faire pression sur nos directions syndicales pour établir des plans de lutte nationaux contre les mesures de destructions de nos acquis sociaux.

**Syndicalisation sans distinction
et dans les mêmes conditions pour tous les travailleurs !**

emprisonnés, la suppression des centres fermer ainsi que l'arrêt des expulsions et une régularisation pour tous, nous ne

pouvons compter que sur nos propres forces.

Avec ou sans papiers, prolétaires de tous les pays unissez-vous !

La lutte pour la régularisation de tous les « sans-papiers » est une lutte implacable contre les intérêts vitaux du patronat, qui ira jusqu'à se déguiser en agneau pour nous tromper et semer la

discordie dans nos rangs, car ce qu'il redoute le plus, c'est notre unité dans la lutte.

L'unité de classe, celle des travailleurs avec papiers et ceux qui n'en ont pas sous prétexte qu'ils sont nés ailleurs, voilà ce qu'ils redoutent. Lors de la grève générale du 28 octobre, les « sans-papiers » scandaient « avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs ». La solidarité de l'UDEP envers la syndicaliste Maria Vindevoghel lors de son procès contre ses patrons pour sa réintégration a été un pas très important. Car ce qui fait le plus peur au patronat comme aux hauts bureaucrates syndicaux, c'est l'unité de notre classe dans la lutte pour des revendications communes, à l'image de la CNSP qui a rejoint le cortège anti-CPE en France. Quelle que soit la forme, nos revendications se rejoignent toujours car il s'agit, pour les travailleurs avec et sans papiers, de l'amélioration de leurs

conditions de vie dans ce système capitaliste, sous cette dictature bourgeoise.

La Ligue Internationale des Travailleurs soutient totalement l'UDEP dans ses initiatives et particulièrement dans la convocation de manifestations dans chaque ville du pays pour le Premier mai. Cette journée internationale de lutte des travailleurs est fondamentale dans le développement du mouvement, où les « sans-papiers » réclament la reconnaissance de leur statut de travailleurs ainsi que leur syndicalisation.

Nous appelons tous les travailleurs, du Nord comme du Sud du pays, avec ou sans papiers, avec ou sans emploi à renforcer le mouvement pour la régularisation de tous les « sans-papiers » et à se mobiliser dans ce sens.

Deux classes, deux mesures !

Les immigrés ne sont pas tous clandestins ! Comme disait quelqu'un, certains sont plus égaux que d'autres.

En Angleterre, 20 des 54 milliardaires en livres sont des immigrés. En tête, l'Indien Mittal, qui a amassé un patrimoine de 15 milliards de livres, 50 fois la fortune de la reine Elisabeth II !

(Le Soir 24/04/2006)

**Tous ensemble, tous ensemble, hey, hey, hey !
Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !
Arrêt des rafles et des expulsions ! Suppression des centres fermés !
Régularisation de tous les sans-papiers
Non à l'Europe Forteresse ! Pour une Europe des travailleurs !**

Le « Pacte »... contre les travailleurs

L'année dernière le « Pacte de solidarité entre les générations » a été voté au parlement. Les deux grèves générales du mois d'octobre et les importantes mobilisations des métallos et d'autres secteurs n'ont pas pu arrêter l'approbation de ce plan. Quelques jours après celle-ci, le gouvernement annonce une nouvelle réforme : « Le pacte de compétitivité », visant à « modérer » les salaires en Belgique. Cette fois-ci, pas une seule manifestation n'a été annoncée, pas d'actions de grève, les « partenaires sociaux » ont décidé de négocier à huis clos.

Lors de la présentation de la « nouvelle mouture » du pacte entre générations, les sommets syndicaux annonçaient qu'ils étaient prêts à mener des « actions sérieuses, dures, des grèves s'il le faut » pour contester les « lacunes » et des « choses inacceptables » qui se trouvaient encore dans le plan. Les trois directions syndicales (FGTB, CSC, CGLSB), déclaraient alors qu'ils allaient consulter leurs bases et décider ainsi comment « continuer la mobilisation »¹.

Cinq mois sont passés depuis ces déclarations et aucune mobilisation n'a été organisée contre ce pacte. Depuis le début du mois de mars, toutes les mesures concernant les restructurations et l'obligation aux travailleurs de suivre une formation et de chercher activement du travail sont d'application. Dans les faits, on continue à responsabiliser les travailleurs sans emploi du fait que les entreprises ne créent pas de l'emploi; en dépit de tous les cadeaux offerts par le gouvernement. Les directions syndicales n'ont pas pris en compte le rejet total de ce plan par les travailleurs, les grèves d'octobre 2005 et les dizaines de milliers de manifestants qui se sont mobilisés tout au long de cette lutte. Les directions syndicales se sont tout simplement rangées du côté du patronat. Un jour avant la grève du 28 octobre 2005, le gouvernement et les dirigeants syndicaux se réunissaient pour « rétablir la confiance ».

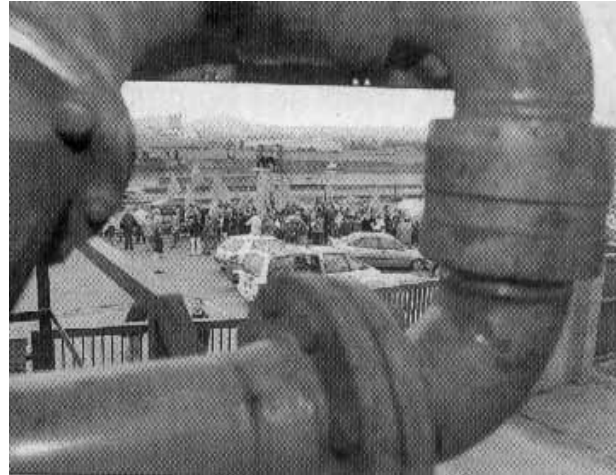
Les pactes continuent.

Le gouvernement, fort de cette victoire et pouvant compter sur l'aide des directions syndicales², lance son nouveau plan pour modérer l'indexation des salaires. Mais cette fois-ci les « partenaires sociaux », patronat et syndicats, constituent un groupe de travail pour s'attaquer au dossier, c'est le

célèbre groupe des 10 constitué par les représentants des principales organisations patronales et les trois syndicats (FGTB, CSC, CGLSB)³. Celles-ci déclaraient ne pas pouvoir « négocier devant les caméras de télévision », et tout s'est passé dans le plus grand secret.

Le 27 mars, patronat et sommets syndicaux présentent leur déclaration commune sur la compétitivité. D'après la presse, les dirigeants syndicaux affirmaient que « le principal mérite de cette déclaration commune est d'exister » et que « après avoir traversé des heures difficiles, la concertation sociale reprend des couleurs »⁴.

Alors qu'en 2005, 30.000 emplois ont été perdus suite à des faillites et restructurations⁵, que les entreprises belges cotées en bourse ont enregistré un bénéfice de 31%, et que les patrons se distribueront des dividendes pour un montant global de 7,4 milliards d'euros⁶, les sommets syndicaux s'engagent dans 'un pacte' sans consulter les travailleurs de base. Et de surcroît, ces sommets estiment que si l'abaissement de cotisations patronales devrait contribuer à augmenter l'offre d'emploi, cet abaissement « ne doit évidemment pas être compensé par des augmentations salariales »⁷. Nous pouvons nous



Le pétrole dans l'index

demander si les directions syndicales n'ont pas signé un pacte pour détruire tous nos acquis sociaux, un pacte contre nous, un pacte contre les travailleurs.

S'il y a une négociation sur nos salaires, c'est à nous de le décider. Nous ne pouvons pas accepter ces pactes, nous devons exiger la suppression de l'index santé et, comme l'exigent les travailleurs depuis 10 ans, le pétrole dans l'index, et une augmentation générale des salaires. Nous devons imposer nos revendications aux dirigeants syndicaux, leur exiger un plan de lutte national contre les plans du patronat et du gouvernement, nous devons nous imposer par la mobilisation.

¹ Voir *Presse Internationale* n°34, déc. 2005

² Le gouvernement avait invité les directions syndicales pour s'assurer de sauvegarder leur relais syndical. *Le Soir*, 28/10/05

³ <http://www.vbo-feb.be/index.html?page=46&lang=fr>

⁴ *La Libre Belgique*, 28/03/06

⁵ *Le Soir*, 31/12/05

⁶ *Le Soir*, 8-9/04/06

⁷ On peut lire la déclaration dans : <http://www.ftgb.be/CODE/fr/fram001.htm>

Avec quel programme ?

Alors que les travailleurs en France et aux Pays Bas ont dit NON au projet de Constitution européenne, la Belgique l'a approuvé sans consulter la population. Une opposition s'y est toutefois manifestée, surtout en Flandre, et ces principaux animateurs, ayant des liens historiques avec le parti de la social-démocratie, ainsi que des militants d'autres partis ou sans parti, sont arrivés à la conclusion que le SP.a est irrécupérable comme instrument politique pour défendre les intérêts de notre classe. Ils ont décidé de créer un « *Comité d'initiative* » parce que « *une autre politique est nécessaire* » en dehors du SP.a.

A la suite d'actions d'envergure chez Belgacom et une grève menée par la CSC-Transcom en octobre 2005 contre les plans de licenciement et de privatisation, des syndicalistes, délégués dans cette entreprise, ont pris l'initiative d'un appel pour avancer vers « *une autre gauche* », avec une politique à gauche des partis au parlement, et spécifiquement, à gauche de la social-démocratie et des verts. En février 2006, ils ont publié un appel « *une autre gauche est nécessaire* », signé aussi par d'autres syndicalistes et des militants de gauche, principalement de la partie francophone du pays.

Chacune de ces initiatives a débordé vers l'autre partie du pays et elles se sont retrouvées finalement pour essayer de définir ensemble un projet commun. Quelle est la perspective ?

Pendant un siècle, les travailleurs en Belgique ont considéré le parti de la social-démocratie comme représentant et défendant leurs intérêts, et cela en dépit des multiples trahisons de cette direction, qui en 1914 déjà envoyait les travailleurs tuer d'autres travailleurs dans une guerre entre capitalistes. A la suite de la Révolution d'Octobre en Russie, un Parti Communiste a pris la relève avec un autre programme, qui dénonçait ces trahisons et en particulier la participation de Vandervelde (Parti Ouvrier Belge) et autres bureaucrates au gouvernement. Ce même parti « communiste » a toutefois collaboré à la grande trahison après la II^{ème} guerre mondiale pour sauver le capitalisme d'une autre révolution, et est entré à son tour dans le gouvernement... du « socialiste » Van Acker. De ce fait, il est devenu superflu aux yeux de notre classe et a sombré dans l'oubli, face à un parti social-démocrate avec le même programme mais avec « bien plus de moyens ».

Passé le « boom » économique d'après-guerre, quand la crise du système capitaliste est devenue chronique à partir des années 70, la social-démocratie avait les mains libres pour organiser la collaboration de classe, plus que jamais nécessaire à la bourgeoisie belge. Après la chute du Mur de Berlin, quand le socialisme a été déclaré comme mort par une campagne médiatique bien orchestrée, la social-démocratie a pu se débarrasser de ses dernières références à une société socialiste. En 1993, elle parviendra à

faire passer le Plan Global. De nos jours, elle a voté en sourdine le « Pacte des générations », en dépit de deux grèves générales et d'une mobilisation massive des travailleurs, et elle s'appête à faire passer sans trop de heurts le « Pacte de la compétitivité ».

D'autres formations ont accédé au parlement entre-temps. Un discours sur l'environnement, dépourvu de toute référence de classe, est parvenu à mobiliser un secteur qui se considère « de gauche ». Au moment décisif, il soutient aussi les intérêts de la classe dominante, ne fût-ce que pour maintenir son accès aux rouages et bénéfices des institutions de l'Etat bourgeois, jamais mis en cause, remplaçant la lutte des classes par la lutte des places...

Toute cette panoplie de partis de la collaboration de classes ne pourrait toutefois pas fonctionner comme c'est le cas dans notre pays, sans un soutien essentiel de la haute direction des organisations syndicales de notre classe. Et l'arme fondamentale de cette bureaucratie est d'empêcher l'union des travailleurs, de maintenir des clivages savamment orchestrés à différents niveaux. Il y a le clivage linguistique, le clivage entre ceux qui ont un job et ceux qui n'en ont pas, le clivage entre ceux qui ont des papiers et ceux qui n'en ont pas, le clivage qui empêche la solidarité interprofessionnelle, le clivage entre syndicats de différentes couleurs qui gardent jalousement des prés carrés et font obstruction au front commun organisé à la base, et dans le quotidien des luttes, le souci à peine voilé d'éviter

toute solidarité au-delà des portes d'une usine, d'une entreprise ou d'une section.

C'est dans ce cadre que notre classe a besoin de trouver de nouveau une représentation politique. Pour nous, il ne s'agit pas de créer un « relais politique » alternatif au SP.a/PS/Ecolo/Agalev/etc. prêt à l'emploi, auquel les travailleurs devraient alors faire confiance, et moins encore de se postuler comme ce relais. Pour nous, il s'agit de faire avancer, à partir des luttes et des mobilisations, la conscience dans notre classe du besoin de s'organiser politiquement. Et cela, en profitant aussi éventuellement d'occasions comme les élections, où la discussion politique s'accroît. Il s'agit de présenter, à partir des expériences historiques et des luttes concrètes de tous les jours, les éléments essentiels d'un programme dans ce sens.

Comment pouvons-nous écrire un autre scénario pour l'histoire de l'humanité ? Quelles alternatives mettre en oeuvre dans l'immédiat pour commencer à sortir de cette impasse ?

Dans ce débat, il y en a qui prônent de ne pas parler d'anticapitalisme, ou même d'éviter le terme « gauche », par peur de rencontrer un refus chez certains. Nous ne sommes pas d'accord. *Un projet alternatif ne doit pas craindre de s'affirmer et doit faire preuve d'ambition. Ce qui est ringard, c'est le capitalisme.*³ D'autres se disent anticapitalistes, mais limitent cette expression à un certain « néolibéralisme », qui ne met nullement en cause le mode de production capitaliste, mais seulement ses « excès », les

organismes financiers et les spéculations boursières. Comme si le patron de Belgacom pouvait gagner 2,2 millions d'euros par an, ou que Ferenc Gyurcsány pouvait passer de dirigeant des Jeunesses Communistes en Hongrie à Premier Ministre multimillionnaire, sans qu'il y ait quelque part des milliers de travailleurs qui soient forcés de leur céder une survaleur, selon le système si brillamment mis à nu par un certain Karl Marx. On parle d'une « autre » société, d'une « autre » Europe, sans vouloir se prononcer sur cet « autre », qui pour nous ne peut être que socialiste. D'autres encore mettent entre parenthèses la question du pouvoir. Pour nous, la seule façon d'en finir avec le capitalisme et de construire une société socialiste, la seule issue réaliste à toutes nos misères, est que la classe prolétaire prenne le pouvoir, non seulement dans l'un ou l'autre pays, comme elle l'a fait en octobre 1917, mais sur toute la planète. Et pour ce faire, il faut un parti qui a cela dans son programme, un parti comme celui qui a permis de prendre le pouvoir en Russie en octobre 1917, et qui a comme programme d'étendre cette révolution dans le monde entier.

Entre-temps, et sans perdre de vue cet horizon pour l'histoire de l'humanité, quelles alternatives mettre en oeuvre dans l'immédiat ?

Toute initiative dans ce sens doit dénoncer sans hésitation les trahisons de la haute direction syndicale, à partir des interventions concrètes dans la lutte de classes. Et les exemples ne manquent pas. Il faut dénoncer les

multiples manœuvres de division, et mettre sur pied des initiatives pour unir les luttes, pour développer la solidarité, pour soutenir toutes les initiatives qui vont dans ce sens. C'est dans ce sens que nous avons participé au Mouvement pour un Renouveau Syndical, et au Comité Splintex; c'est dans ce sens que nous avons soutenu la Liste Maria, promue par le PTB. Ce n'est qu'à partir de cela qu'il sera possible aussi de construire une alternative politique, non seulement « à gauche » du PS/SP.a mais dans un combat frontal contre ces trahisons.

Des initiatives dans d'autres pays de l'Europe, et même au-delà de l'Europe, sont citées dans ce débat. La Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale a participé dans l'expérience de Izquierda Unida en Espagne, une formation réformatrice dirigée principalement par le Parti Communiste et le parti du Secrétariat Unifié-Quatrième Internationale, en y défendant notre propre programme. Nous l'avons quitté au moment où IU est entré dans le gouvernement du PSOE (social-démocrate), qui avait gagné les élections à cause de la politique de son opposant, le Parti Populaire, qui soutenait l'aventure guerrière de Bush en Irak. Et dans cette résolution de principe, nous nous sommes retrouvés avec beaucoup d'autres camarades dans *Corriente Roja*, une formation syndicale anti-bureaucratique. Le parti de la LIT-QI en Argentine a participé à l'époque dans Frente del Pueblo, une coalition électorale avec le PC stalinien, avec comme seule exigence de

présenter des candidats issus du monde syndical. Le parti de la LIT-QI au Portugal participe au Bloco de Esquerda, sans abandonner un seul moment sa critique sur certaines orientations fondamentales de cette formation. Le parti de la LIT-QI au Brésil, à l'époque Convergencia Socialista, a été un des cofondateurs du PT de Lula. Il a été expulsé finalement pour défendre des positions révolutionnaires et affronter la bureaucratie de la CUT. Le PSTU, le parti actuel de la LIT-QI au Brésil, né d'une fusion de différentes orientations qui dénonçaient la trahison du PT, s'est battu récemment pour participer au PSOL, une formation réformatrice, en gardant sa liberté d'expression et de critique. Il n'a pas été admis. Cela n'empêche pas de proposer aujourd'hui une alliance électorale avec cette formation, reconnaissant la première candidature à Heloisa, la dirigeante la plus en vue du PSOL. Entre-temps, il est un des promoteurs de l'initiative CONLUTAS qui organise l'opposition à la bureaucratie de la CUT, ensemble avec beaucoup de syndicalistes d'autres partis.

C'est dans cette optique que nous saluons l'initiative actuelle « *Une autre politique est nécessaire* », « *une autre gauche est nécessaire* ».

Nous tenons seulement à préciser ce que nous entendons par « autre ».

¹ On peut consulter différentes contributions à ce débat sur le forum <www.uneautre gauche.be>

² Alain Van Praet - Pour une « gauche de gauche » - 25/02/2006

³ Ibidem





Nous publions ici la traduction du n° 119 bis - avril 2006 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale. Voir www.litci.org

Etats-Unis : Vive la lutte des travailleurs immigrés !



Les mobilisations massives des 9 et 10 avril 2006 contre l'approbation de la loi H.R. 4437 (loi présentée au Congrès américain par des législateurs du parti républicain, le parti du président George W. Bush) et celles des semaines précédentes, entreront probablement dans l'histoire des luttes ouvrières et populaires des Etats-Unis, au même titre que les mobilisations pour les droits civils des noirs dans les années 60, ou celles contre la guerre du Vietnam, quelques années après.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que des millions de personnes ont participé aux 125 rassemblements qui ont eu lieu dans tout le pays, que ce soit dans les mobilisations gigantesques des grands centres urbains ou dans les rassemblements de dizaines de militants dans les petites villes. La population immigrée d'Amérique Latine, qui représente déjà 13% de la population des Etats-Unis (c'est-à-dire 40 millions de personnes, parmi

lesquelles 12 millions seraient « illégales »), a été l'avant-garde dans les mobilisations. Ce n'est pas un hasard si la « langue officielle » dans les cortèges était l'espagnol. D'autres communautés plus petites (arabes, chinoises, indiennes, polonaises et même irlandaises) les ont rejoints. Ils ont aussi bénéficié d'une vaste solidarité de la communauté noire et du soutien de secteurs d'Américains blancs.

L'appartenance à la classe des travailleurs de la majorité des manifestants apparaissait nettement dans les mots d'ordres choisis : « nous ne sommes pas des criminels, nous sommes des travailleurs », ou sur les pancartes : « nous ne voulons être esclaves de personne », proclamait ainsi celle du Réseau National des Travailleurs Journaliers. Dans la mobilisation qui a eu lieu quelques jours auparavant à Chicago, « des groupes de travailleurs des boulangeries, des restaurants, des usines et des chantiers, parfois en

*uniforme de travail, ont abandonné leur lieu de travail pour participer à la manifestation ».*¹ De nombreux lycéens se sont aussi mobilisés.

Les causes de l'immigration

Les migrations massives des régions pauvres vers les pays impérialistes sont indispensables au fonctionnement du système capitaliste. Pour fuir la pauvreté, la misère et la faim des pays colonisés, des millions de latino-américains n'ont pas d'autre alternative que d'émigrer aux Etats-Unis. Un phénomène semblable se produit en Europe avec les pays arabes, africains et asiatiques. Le besoin est si grand que ces gens sont prêts à affronter tous les dangers, y compris la mort, pour franchir coûte que coûte la frontière.

Ce processus profite autant aux bourgeoisies latino-américaines, qui voient ainsi diminuer le chômage et reçoivent l'argent des émigrés, qu'aux bourgeoisies impérialistes, qui bénéficient ainsi d'une « armée industrielle de réserve », une main-d'œuvre bon marché prête à accepter les pires boulots.

La répression actuelle et la nouvelle loi

Actuellement, la législation pour les immigrés sans papiers est déjà très dure et permet la répression. Selon le journal *Nuevo Herald*, l'action de la « Migra » (police des migrations) a fait que 1.200.000 immigrants illégaux ont été arrêtés à la frontière du Mexique en 2005. L'année dernière, environ 500 immigrés sont morts, que ce soit des suites de la répression ou en raison des conditions désastreuses dans lesquelles se fait le passage de la frontière. Dans cette tâche, la Migra peut compter maintenant aussi sur l'appui des « gardiens », des bandes

armées de blancs racistes qui collaborent à la détention des « illégaux ». En fait, la répression fait partie du « business » : elle permet de contrôler le flux migratoire, un éventuel débordement, et de faire pression sur les salaires, le travailleur sans papiers étant sous le coup d'une menace permanente d'expulsion du pays.

Après les mobilisations, plusieurs leaders latinos ont été menacés de mort par des groupes d'extrême droite et beaucoup d'entreprises ont licencié les travailleurs mobilisés, ce qui constitue une tentative claire d'attaquer le mouvement.

La loi HR 4437 va encore plus loin dans la répression : non seulement elle assimile les immigrés illégaux à des « criminels dangereux », mais elle transforme en « complices », susceptibles d'être l'objet de poursuites pénales, les travailleurs sociaux, les travailleurs de la santé et tout individu ou organisation qui leur fournirait une aide. Le contenu de la loi choque ainsi l'opinion majoritaire des Américains (55% la rejettent et 25% seulement y sont favorables). En même temps, lui sont opposés des secteurs des patrons yankees, qui profitent de l'immigration illégale et qui, avec la nouvelle loi, courent le

risque non seulement de voir expulsés nombre de leurs travailleurs, mais aussi d'être eux-mêmes jugés comme « complices criminels ».

La nouvelle loi alternative

L'opposition de certains secteurs patronaux à cette loi apparaît dans le soutien, et la participation aux mobilisations, de l'Eglise Catholique et d'importants politiciens du parti démocrate, comme le sénateur Edward Kennedy.

Dans un certain sens, ce fait a favorisé le caractère pacifique des mobilisations. Mais cela prépare aussi un piège. Les démocrates sont en train de négocier une loi alternative avec les républicains au Sénat. C'est une loi plus « douce » que la HR 4437. Toutefois, comme il fallait s'y attendre, puisqu'il s'agit d'un accord avec les patrons impérialistes, c'est une loi profondément restrictive qui conduirait à l'expulsion du pays de 5.000.000 de sans papiers. C'est pourquoi, ce serait une grande erreur pour les organisations d'immigrés de l'accepter comme un « moindre mal ». La force des mobilisations permet de se battre pour obtenir une solution véritable et complète au problème des immigrés.

Non à la loi HR 4437 !

Non à la nouvelle loi négociée entre républicains et démocrates !

Non à la persécution et la répression des immigrés !

Green Card et légalité, maintenant et pour tous les sans-papiers !

La victoire est possible

Le processus d'organisation et de mobilisation des immigrés aux Etats-Unis n'est pas une lutte de « étrangers ». C'est le secteur le plus exploité et le plus discriminé de la classe ouvrière des Etats-Unis qui s'est mis en mouvement. Un triomphe des travailleurs immigrés rendrait plus fort l'ensemble des travailleurs des Etats-Unis, dans la lutte pour récupérer nombre de conquêtes perdues ces dernières années, et pour affronter les attaques qui se préparent contre les salaires, les conditions de travail et l'emploi.

Le gouvernement républicain de Bush est affaibli, principalement par son échec en Irak, et il peut être mis en échec. En ce sens, l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière des Etats-Unis pour soutenir les revendications des immigrés a une importance vitale.

La LIT-QI soutient totalement cette lutte.

Secrétariat International de la LIT-QI

Le 12 avril 2006

¹ *El Obrero Socialista*, publication en espagnol de la ISO (International Socialist Organisation) des Etats-Unis

Nouvelle loi des républicains et démocrates réunis

Le moindre mal ?

Alejandro Iturbe

Le sénateur Edgard Kennedy a été un des principaux orateurs du rassemblement de Washington, le 10 avril. Il est aussi l'auteur, avec un autre sénateur démocrate, d'un projet de loi alternatif à la HR 4437, qui a reçu le soutien de plusieurs organisations d'immigrés (proposant que l'objectif des mobilisations soit l'approbation de cette loi). Nous pensons que c'est une erreur grave.

Il est important d'indiquer, en outre, qu'après le vote négatif dans le Sénat contre son projet original, Kennedy lui-même est en train de négocier avec les républicains un



NON aux rafles

nouveau projet conjoint de loi qui, selon lui, « préserve les points les plus importants » de son projet (El Nuevo Día, 12/04/06).

La loi négociée

Quels seraient ces points les plus importants ? D'abord, contrairement à la HR 4437, la nouvelle loi négociée élimine la notion de « criminel dangereux » pour les immigrés illégaux, et de « complicité » pour ceux qui les aident. Mais il ne dit pas un mot sur l'actuelle législation répressive qui existe déjà contre les sans papiers.

Ensuite, cette loi légaliserait la situation de ceux qui peuvent démontrer qu'ils vivent aux Etats-Unis depuis plus de cinq ans. Ces immigrés illégaux (on calcule qu'ils sont environ sept millions) obtiendraient une autorisation de travail pour cinq ans et ensuite une autre pour six ans supplémentaires. Passé ce délai, s'ils ont un emploi, apprennent l'anglais, payent leurs arriérés d'impôts et une amende, et s'ils n'ont pas d'antécédents pénaux, ils peuvent faire une demande de citoyenneté. Autrement dit, il s'agirait d'une « légalisation » totalement précaire pour onze années, conditionnée à des exigences très difficiles.

En même temps, cette loi signifierait que les autres 5 millions de sans papiers seraient expulsés des Etats-Unis, même s'ils peuvent ensuite solliciter un visa légal de leurs pays, pour pouvoir y retourner. Comme la loi propose un contingent annuel de 325.000 visas provisoires de travail, de fait, la majorité ne pourra jamais revenir légalement.

L'union des impérialistes

Ce n'est pas par hasard que le sénateur Kennedy est un des promoteurs de ce projet de loi profondément impérialiste, qui va à l'encontre des nécessités des travailleurs immigrés. Avec les républicains de Bush, le parti démocrate auquel il appartient constitue une des deux grandes organisations politiques de la bourgeoisie impérialiste américaine. Kennedy représente les intérêts de la bourgeoisie financière de la Côte Est et il a toujours eu beaucoup de poids dans ce parti (son frère John a été président des Etats-Unis et Robert a aussi été sénateur).

Dans ce cas précis, Edgard Kennedy, tout comme d'importants secteurs de la bourgeoisie américaine, a considéré que le projet original des républicains était « extrémiste » et dangereux. Il fallait en élaborer un autre qui éviterait un choc frontal avec les travailleurs immigrés (ou qui, tout du moins, diviserait leurs forces) et qui permettrait aux bourgeois de continuer à exploiter la main-d'œuvre immigrée. C'est ce qu'ils essayent d'obtenir avec cette nouvelle loi négociée.

Face la difficulté de faire passer le projet républicain original, Bush lui-même a déclaré : « Je me félicite que des républicain et des démocrates soient en train de travailler ensemble dans le Sénat des Etats-Unis, pour arriver à un projet de loi de migrations ample » (El Nuevo Día, 12/04/06). Comme dans un jeu de miroirs, Kennedy déclarait : « Je suis fier du fait que le Sénat soit arrivé à un accord pour résoudre le besoin urgent d'une vaste réforme sur les migrations. Notre plan est dur et juste, et je suis encouragé parce que le Président le soutient maintenant » (ibidem).

Autrement dit, au-delà de leurs divergences, les deux dirigeants impérialistes sont unis pour attaquer les travailleurs immigrés. **Il est donc indispensable que nous, travailleurs, nous nous unissions contre eux.**

Les migrations massives:

Une nécessité de l'impérialisme

Les migrations massives des régions pauvres vers les pays impérialistes sont un phénomène généré par le système capitaliste lui-même. En réalité, c'est un processus indispensable à son fonctionnement.

D'un côté, la pauvreté, la misère et la faim, que le pillage impérialiste provoque dans les pays colonisés, font que, pour des millions de latino-américains, la seule alternative de survie est d'émigrer aux Etats-Unis, d'essayer d'y obtenir du travail et d'envoyer, avec de grands sacrifices, un peu d'argent à la famille du pays d'origine. Pour ces familles, cet argent représente, dans beaucoup de cas, la différence entre pouvoir manger ou mourir de faim. Un phénomène semblable a lieu en Europe avec les pays arabes, africains et asiatiques. Ou même en Amérique Latine, avec l'émigration vers les pays un peu plus développés : par exemple, les Paraguayens et les Boliviens émigrent vers le Brésil et l'Argentine, les Nicaraguayens vers le Salvador.

La nécessité est telle que ces gens sont prêts à affronter tous les dangers, y compris la mort, pour franchir la frontière ou traverser la mer des Caraïbes dans des embarcations de fortune. Des millions de Mexicains, de travailleurs d'Amérique Centrale, d'Equatoriens, de Brésiliens ont suivi ce chemin. Cette nécessité a aussi donné lieu à un commerce sinistre, un trafic humain, avec par exemple ceux que l'on appelle les « coyotes », à la frontière du Mexique et des Etats-Unis.

Des bénéfices juteux

Pour les bourgeoisies latino-américaines, ce processus représente un double bénéfice. D'une part, c'est une sorte de « fusible » pour alléger la pression démographique et le chômage dans leurs pays. D'autre part, les remises d'argent des émigrés à leurs familles deviennent une importante source de revenus du pays d'origine. Le Mexique reçoit 20.000 millions de dollars, et n'est dépassé que par l'Inde en quantité de recettes perçues de cette manière. Dans d'autres pays, comme le Salvador, la République Dominicaine ou l'Equateur, l'argent des immigrés représente des pourcentages de plus en plus élevés du PBI national et est essentiel pour leurs économies.

A l'autre extrémité, la bourgeoisie impérialiste bénéficie, grâce à l'immigration, d'une nombreuse « armée industrielle de réserve »: une main-d'œuvre bon marché pour effectuer les pires tâches, que ce soit dans les services, l'industrie ou l'agriculture, avec des travailleurs qui ont très peu de possibilités de s'organiser et de combattre pour leurs droits. Cela permet à la bourgeoisie impérialiste de réduire la masse totale des salaires et d'améliorer le taux de profit de l'économie.

Récemment, en Argentine, plusieurs travailleurs boliviens sont morts lors d'un incendie d'une usine textile clandestine, ce qui mis au grand jour la situation de milliers d'immigrés illégaux, qui travaillent dans des conditions d'esclavage et sans aucune condition de sécurité.

Aux Etats-Unis, les travailleurs immigrés servent même de « chair à canon » : l'armée américaine en Irak possède un pourcentage élevé de soldats « hispaniques », beaucoup d'entre eux ont été engagés avec la promesse de recevoir ensuite la « Green Card » (carte de résidence). Ainsi, un manifestant tenait une pancarte qui disait en anglais : « Bush, mon fils mexicain est mort en Irak ».



Je ne suis pas le bienvenu ici

Hugo Orellana

Originaire du Guatemala, Hugo Orellana est maintenant citoyen des Etats-Unis. Il vit à Seattle, travaille comme fonctionnaire et milite activement dans son syndicat. Cet article a été originairement publié dans Freedom Socialist, publication du FSP (Freedom Socialist Party) des Etats-Unis.

Si tu n'as jamais été un immigrant sans papiers d'Amérique Centrale qui fait le périple dangereux du Mexique aux États-Unis, pour se retrouver face à face aux groupes haineux des « gardiens » et à la *Migra* sur la frontière des Etats-Unis, alors tu ne sais pas ce qu'est l'enfer.

Si tu fuis la pauvreté ou la persécution dans ton propre pays, la police mexicaine t'exploite, te poursuit et essaye de te voler jusqu'à la dernière pièce. Si tu es sans argent, tu finis dans une prison mexicaine, accusé d'une série de crimes de toutes sortes. Ensuite, il se peut que les fédéraux te torturent, avec des techniques comme celles de l'armée guatémaltèque, apprises dans l'Ecole des Amériques.

Si par miracle à la faveur d'un alignement parfait des planètes, tu parviens à traverser le Mexique sans problème, et si tu as la chance de pouvoir compter sur une famille disposée à t'aider financièrement, et qui en a la possibilité, tu te retrouveras entre les mains des « coyotes » des véritables trafiquants d'êtres humains. Ces expériences font que le programme de télévision Survivor paraît à côté un jeu d'enfants. Mais c'est là seulement un échantillon des tourmentes qui t'attendent, une fois arrivé à la terre promise, et ce sont seulement les premières pages du livre de ma propre vie.

Aux Etats-Unis

Dans les années 80, quand j'avais un peu plus de vingt ans, j'ai passé six mois dans le centre de détention de Port Isabel au Texas, avec 600 autres hommes et femmes d'Amérique Centrale qui fuyaient des guerres civiles et recherchaient l'asile politique.

A Port Isabel, ils nous ont laissés exposés sans protection à des températures atteignant parfois les 38 degrés, avec des nuages de poussière

qui balayaient le campement et envahissaient nos corps. Mes oreilles se sont infectées et j'ai dû me plaindre pendant plusieurs jours pour qu'ils fassent quelque chose à ce sujet. Et encore, j'ai eu de la chance parce que je parlais anglais, ce qui n'était pas le cas des autres.

Beaucoup de prisonniers souffraient d'attaques de panique en pensant à la possibilité d'être déportés et renvoyés dans leur pays, où ils seraient certainement assassinés par les escadrons de la mort.

Durant les premiers jours passés dans cet endroit, ils ne nous ont pas fourni les produits d'hygiène élémentaire, comme du savon ou du dentifrice. Comme il n'y avait pas de toilettes dehors, les gens n'avaient pas d'autre option que d'uriner dans la terre. Quand les gardes nous voyaient dans les chambres de surveillance, ils nous criaient des insultes racistes.

15 jours après, le prisonnier est convoqué pour un jugement et on lui impose une caution de 15 à 35 mille dollars. La manière dont les fédéraux mexicains nous volaient n'était rien, face à cette situation. Comment peut-on supposer que des immigrants pauvres peuvent obtenir une telle somme d'argent, même s'ils ont des parents qui travaillent aux Etats-Unis ? Beaucoup de prisonniers souffraient d'attaques de panique en pensant à la possibilité d'être déportés et renvoyés dans leur pays, où ils seraient certainement assassinés par les escadrons de la mort.

Les mauvais traitements et la corruption s'accumulaient. Un jour, un garde m'a offert de la nourriture et

de l'argent pour frapper un prisonnier avec lequel il avait eu des problèmes quelques jours plutôt. Je me suis simplement éloigné de lui. Un autre jour, un prisonnier du Salvador de mon baraquement tardait à quitter la cour, alors qu'on nous avait dit d'entrer pour manger. Un fonctionnaire l'a frappé et il saignait. Le prisonnier voulait lui intenter un procès légal et en a parlé avec les gens du Projet Liberté, un projet de défense des droits de l'immigré. A minuit, après que les lumières avaient été éteintes, cinq fonctionnaires des migrations sont entrés dans notre unité, ils ont amené l'homme blessé et son témoin, et ils les ont transportés à Houston où ils ont été déportés.

Ce système soi-disant « démocratique » a maltraité ces personnes. Les droits constitutionnels dont nous devrions bénéficier, en tant qu'êtres humains, dans ce pays, quelle que soit la race ou l'origine nationale, ont été jetés à la poubelle.

Pourquoi partons-nous ?

Au Mexique et en Amérique Centrale, pour 90% des gens, c'est chaque jour la lutte pour la survie. Beaucoup dépendent de l'agriculture pour vivre et cultivent leur lopin de terre, ou bien travaillent pour d'autres personnes. Mais ils ne peuvent pas concurrencer les énormes quantités de produits agricoles exportés des



La « Green card »



Etats-Unis, qui entrent grâce au « libre-échange ».

Cela ne laisse pas aux gens d'autre alternative que de fuir. Ceux qui ont des maisons ou du bétail les vendent ; d'autres empruntent de l'argent. Beaucoup perdent tout dans leur

voyage vers le Nord et ceux qui sont déportés retrouvent une existence misérable, pire que celle qu'ils menaient avant de partir. Quelle est la solution pour ces misérables de la planète, sinon une révolution ?

Toutefois, comme une malédiction, le capitalisme des Etats-Unis s'est maintenu durant tout ce temps, qui paraît une éternité, et durant lequel le gouvernement yankee nous a empêché d'être maîtres de notre propre destin, en soutenant, l'une après l'autre, des oligarchies ou des dictatures militaires génocides. Mais qu'ils ne s'imaginent pas qu'ils ont détruit notre esprit révolutionnaire.

Maintenant, plus que jamais, au fur et à mesure que nous voyons se développer des mouvements en Amérique du Sud défendant des sociétés meilleures, nous nous sentons inspirés pour combattre.

Toutefois, nous, peuples du Mexique et de l'Amérique Centrale, nous espérons aussi que les citoyens nés aux Etats-Unis combattent pour nous débarrasser de l'Oncle Sam, et pour gagner leurs propres batailles. Après tout, l'histoire américaine est une histoire de révolutions et il suffirait d'en faire une de plus, pour conquérir la liberté de tous.

Manifeste International des Sans-Papiers

Premier mai : Mobilisation Internationale pour la Régularisation

Le Premier mai est la journée internationale des travailleurs dans la plupart des pays du monde, en honneur à la mémoire des travailleurs qui ont sacrifié leur vie, victimes des crimes patronaux et des Etats, pour obtenir la journée de travail de 8 heures. Ce jour-là, partout dans le monde il y aura des manifestations pour revendiquer les droits de la classe ouvrière et des peuples opprimés. C'est un jour de lutte, de commémoration, de fierté. C'est notre jour, peu importe le pays d'où nous venons, peu importe si nous sommes nés ici ou à l'autre bout de la planète, nous faisons face aux mêmes injustices.

Aux Etats-Unis, ce sont les sans-papiers qui ont revendiqué cette date en reprenant cette journée de lutte, il y a 6 ans.

Aujourd'hui, des centaines de milliers de travailleurs immigrés sont descendus dans la rue pour dénoncer les attaques racistes contre les immigrés, matérialisées dans la proposition de loi HR4437, approuvée par la Chambre des Députés du Congrès National. Le Premier mai, les immigrés appellent à une journée « sans immigrés », ainsi qu'au boycott international de produits américains pour exiger la régularisation des 12 millions de sans-papiers. Le Premier mai n'est pas un jour férié aux Etats-Unis, et

les immigrés, en s'abstenant de toute activité ce jour-là, veulent ainsi démontrer leur rôle essentiel dans l'économie de ce pays.



En Europe, les sans-papiers se mobilisent pour les mêmes raisons. En Belgique, 10.000 personnes sont descendues dans la rue pour exiger la fin des expulsions et la régularisation des sans-papiers, pour dire NON aux centres fermés et aux prisons pour les enfants nés « au mauvais endroit ». Aujourd'hui, les sans-papiers occupent six églises et exigent la régularisation par une grève de la faim.

En Espagne, un processus de régularisation limité, organisé il y a un an, a laissé des centaines de milliers de travailleurs sans papiers, et beaucoup d'autres avec de grandes difficultés pour renouveler leurs papiers. Il y a

quelques mois, des milliers de sans-papiers ont parcouru les rues de Madrid au cri de : « NATIVE OU ETRANGERE, C'EST LA MEME CLASSE OUVRIERE ».

Aux Pays-Bas, la population s'est soulevée contre la mort de dizaines de sans-papiers, brûlés comme des rats dans des cages, dans l'incendie de Schiphol, en octobre dernier.

En France, les sans-papiers luttent depuis dix ans pour la régularisation de tous, des milliers de jeunes

des banlieues populaires sont descendus dans la rue pour protester contre la discrimination, et aujourd'hui, les sans-papiers, les étudiants, les lycéens, et les travailleurs français se sont unis contre le CPE. Leur détermination et leur unité a obligé à un premier recul avec le retrait du CPE.

Des papiers pour tous, sans conditions

C'est un système mondial, basé sur un appât du gain sans limite et sur l'exploitation à outrance de la planète et de la majorité de ses habitants, qui a provoqué le déplacement de millions de travailleurs des pays les plus pauvres vers les pays riches, à la recherche d'un travail et d'un moyen de subvenir aux besoins de leurs familles. Le pillage et l'oppression du Nord riche et industrialisé contre le Sud pauvre et agricole se traduisent par une mondialisation de l'exode rural.

Face au phénomène des migrations, les gouvernements des pays d'accueil mettent en place des lois cruelles qui enchaînent et contrôlent les immigrés. Les différentes lois pour les étrangers et autres propositions « d'ajustements », règlent non seulement les conditions de travail mais aussi les conditions de vie et de résidence des immigrés, et les soumettent ainsi à une double législation, en créant des citoyens de seconde classe et en favorisant un nouvel esclavage. Ce sont donc des lois xénophobes, de haine contre l'étranger. Tout comme l'Europe veut « exporter ses frontières » vers la Libye, le Maroc, etc., les Etats-Unis veulent déplacer leur frontière vers le sud du Mexique et utiliser le gouvernement mexicain pour arrêter le flux d'immigrés. Notre lutte se généralise dans tous les pays riches : la France, les Etats-Unis, la Belgique, l'Angleterre, la Suisse, l'Italie, l'Allemagne... Les luttes des immigrés dans un pays ont une répercussion sur les autres pays,

c'est pourquoi il faut commencer à coordonner ces luttes.

C'est un système mondial, basé sur un appât du gain sans limite et sur l'exploitation à outrance de la planète et de la majorité de ses habitants, qui a provoqué le déplacement de millions de travailleurs des pays les plus pauvres vers les pays riches, à la recherche d'un travail et d'un moyen de subvenir aux besoins de leurs familles.

Tous les immigrés qui se trouvent physiquement dans les pays d'accueil ont le droit d'avoir les papiers qui leur permettraient d'avoir un travail digne, des droits complets et de retrouver leur dignité. L'utilisation du « statut de migrant » sert, pour les gouvernements, à maintenir une ample main-d'œuvre de réserve, qui ne peut pas exiger des conditions dignes de travail, ce qui permet de réduire les conditions de travail et de salaire de tous les

travailleurs.

Natifs ou étrangers, nous sommes tous des travailleurs

La division des travailleurs entre natifs et étrangers, entre immigrés avec, ou sans papiers, nuit à tous et empêche notre union. Elle facilite l'application de lois comme la Nouvelle Réforme du Travail, qui attaque et réduit les droits de tous. Les premiers à être touchés par ces réformes, qui facilitent le licenciement, ce sont les immigrés.

Par conséquent, tous les travailleurs, avec ou sans papiers, doivent être admis sans discrimination dans les organisations syndicales qui défendent les droits de tous les travailleurs.

Natifs ou étrangers, nous sommes tous des travailleurs, cela veut dire la fin de la division entre les travailleurs, l'unité d'action contre ce système qui favorise l'esclavage et le racisme.

C'est pourquoi le Premier Mai, nous descendrons à nouveau dans la rue pour crier : « Droits, Dignité, Respect. Ici ou d'ailleurs, c'est la même classe ouvrière. » Nous invitons tous les travailleurs, avec ou sans papiers, à s'unir et à souscrire à cette déclaration internationale des mouvements de sans-papiers.

Etats-Unis : Coalición Nacional por la Dignidad y la Residencia Permanente
Espagne : Asociación de Trabajadores Inmigrantes en España (ATRAIE)
France : Coordination Nationale des Sans-Papiers (CNSP)
Belgique : Union des Sans-Papiers (UDEP)
Italie : Comitato Immigrati in Italia

Note :

La LIT-QI soutient ce manifeste et son appel. Toutes les organisations politiques, syndicales ou sociales qui veulent le soutenir, peuvent le faire en qualité « d'organisations de soutien ».

Vous pouvez consulter cet article, et d'autres, sur le nouveau site de la LIT-QI (www.litci.org)

Etre trotskiste aujourd'hui



Nahuel Moreno est le principal dirigeant de notre courant, fondateur de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. Il est mort en janvier 1987, quand il y avait encore des « Etats Ouvriers ». Dans une interview d'août 1985, il a précisé ce qu'il entendait par "être trotskiste".

Dans les grandes lignes, cela signifie défendre les positions de principe du socialisme, du marxisme. C'est-à-dire qu'à mon avis, les trotskistes sont de nos jours les seuls défenseurs des véritables positions marxistes.

Commençons par comprendre ce que signifie être véritablement marxiste. Nous ne pouvons pas faire un culte, comme il a été fait de Mao ou de Staline. Etre trotskiste aujourd'hui ne signifie pas être d'accord avec tout ce qu'a écrit ou a dit Trotski, mais savoir lui faire des critiques ou le dépasser, tout comme par rapport à Marx, à Engels ou à Lénine, parce que le marxisme prétend être scientifique, et la science enseigne qu'il n'y a pas de vérités absolues. Etre trotskiste est donc d'abord être critique, même du trotskisme.

Dans son aspect positif, être trotskiste c'est répondre à trois analyses et positions claires, concernant le programme.

La première est que, tant qu'existera le capitalisme dans le monde ou dans un pays, il n'y a de solution de fond pour absolument aucun problème : ni pour l'éducation, ni pour l'art, ni pour les problèmes plus généraux de la faim, de la misère croissante, etcetera.

Lié à cela, bien que ce ne soit pas exactement la même chose, le critère est qu'une lutte sans merci est nécessaire contre le capitalisme, jusqu'à le renverser, pour imposer un nouvel ordre économique et social dans le monde, qui ne peut être autre que le socialisme.

Second problème : dans les régions où la bourgeoisie a été expropriée (je parle de l'URSS et de tous les pays qui revendiquent le socialisme), il n'y a pas d'issue si on n'impose pas la démocratie ouvrière. Le grand mal, la syphilis du mouvement ouvrier mondial est la bureaucratie, les méthodes totalitaires qui existent dans ces pays, ainsi que dans les organisations ouvrières, les syndicats et les partis qui se revendiquent comme étant de la classe

ouvrière, et qui ont été corrompus par la bureaucratie. C'est un grand succès de Trotski, qui a été le premier à employer cette terminologie qui de nos jours est universellement acceptée. Tous parlent de bureaucratie, parfois même les dirigeants de ces états que nous appelons ouvriers. Tant qu'il n'y aura pas la plus vaste démocratie, le socialisme ne commencera pas à se construire. Le socialisme n'est pas seulement une construction économique. Le trotskisme est le seul qui ait fait cette analyse. Il a aussi été le seul qui ait tiré la conclusion qu'il était nécessaire de faire une révolution dans tous ces états et aussi dans les syndicats pour obtenir la démocratie ouvrière.

Et la troisième question, décisive, est que le trotskisme est le seul qui soit conséquent avec la réalité économique et sociale mondiale actuelle, dans laquelle un groupe de grandes compagnies transnationales domine pratiquement toute l'économie mondiale.

A ce phénomène économique-social, il faut répondre avec une organisation et une politique internationales.

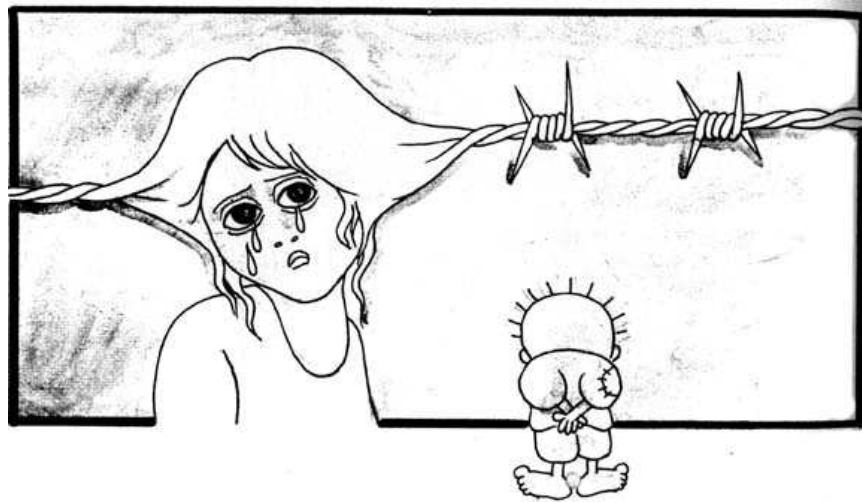
Dans cette époque de mouvements nationalistes qui jugent que tout se résout dans le pays même, le trotskisme est le seul qui dise qu'il n'y a de solution qu'au niveau de l'économie mondiale, en inaugurant le nouvel ordre qui est le socialisme. Pour cela, il est nécessaire de reprendre la tradition socialiste de l'existence d'une internationale socialiste, qui assume la stratégie et la tactique pour obtenir la défaite des grandes transnationales qui dominent la planète, pour inaugurer le socialisme qui sera mondial ou ne sera pas.

Si l'économie est mondiale, il doit y avoir une politique et une organisation mondiale des travailleurs pour que d'une part, toute révolution, tout pays qui fait sa révolution, l'étende à l'échelle mondiale; et que d'autre part, ces révolutions donnent chaque fois davantage de droits démocratiques à la classe ouvrière, pour que ce soit elle qui prenne son destin en mains par le biais de la démocratie.

Le socialisme ne peut pas être autre que mondial. Toutes les tentatives de faire un socialisme national ont échoué, parce que l'économie est mondiale et qu'il ne peut y avoir de solution économique-sociale des problèmes à l'intérieur des étroites frontières nationales d'un pays.

Ce qu'il faut mettre en échec, ce sont les transnationales à l'échelle mondiale pour entrer dans l'organisation socialiste mondiale.

C'est pourquoi, la synthèse du trotskisme de nos jours est que les trotskistes sont les seuls dans le monde entier qui aient une organisation mondiale, petite, faible, tout ce que vous voulez, mais la seule internationale existante, la Quatrième Internationale, qui reprend toute la tradition des internationales précédentes et qui les met à jour face aux nouveaux phénomènes, mais avec la vision marxiste : qu'une lutte internationale est nécessaire.



Je n'ai pas de carte d'identité
tout ce que je sais, c'est que je suis palestinienne.
J'écris ceci pour tous mes frères palestiniens
si tu me demande ma carte d'identité
je ne sais pas
je sais seulement que je suis palestinienne ici
je suis la fille de la liberté
ne me demande pas.
La fleur d'oranger
l'azahar, c'est nous les palestiniens.
L'odeur de la liberté
te dit que je suis la fille de l'Intifada,
depuis les montagnes des pierres
je suis palestinienne.
On m'a pris la carte faite par les Israéliens,
mais on ne peut pas me prendre l'amour pour ma patrie,
qui est dans mon cœur.
Je suis la fille de la terre, et de la mer et du désert.
Les nazis du monde, les Israéliens
m'ont pris la carte.
Ils m'amènent au tribunal pour me condamner.
L'occupation, la répression, ce ne sera pas pour
toujours
il faut être fort pour se libérer des chaînes.

Fatima

Fatima a écrit ce poème sur un tronc d'olivier, dans le camp de réfugiés de Gaza, quelques jours avant d'être assassinée, une balle dans la tête. Elle avait déjà passé une semaine dans la prison de Kishon, mais grâce à une réaction internationale elle avait été libérée. Les bulldozers de l'armée israélienne ont détruit leur maison trois fois et jeté les douze membres de la famille à la rue, après les avoir tabassés, femmes, enfants, vieillards. Deux fois, ils ont reconstruit la maison. Depuis lors, Fatima et sa famille vivaient dans une tente de la croix rouge.

Libérez *tous* les prisonniers politiques